

Note de lecture

## L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion (1932-1952)

Michel Margairaz

### Armand Rioust de Largentaye

Publié en 1991 aux éditions du Comité pour l'Histoire économique et financière du ministère des Finances, l'ouvrage de Michel Margairaz « L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion (1932-1952) » montre la France dans la situation d'un pays en développement et observe le comportement qui fut le sien dans cette situation, il y a 62 ans.

Parmi les aspects de l'ouvrage qui ramènent au débat sur l'efficacité de l'aide, le plus frappant est sans doute le souci de « l'appropriation » de l'aide américaine par la France. C'est ainsi que le chapitre consacré au début de l'année 1948 (président du Conseil Robert Schuman, Ministre des finances René Mayer) conclut :

*« Jean Monnet, toujours soucieux de convertir une dépendance humiliante en une convergence dynamique, fait admettre aux gouvernants français comme à leurs interlocuteurs américains le principe selon lequel la réalisation du premier plan constitue l'application la meilleure des objectifs, désormais communs entre Paris et Washington, définis par le Plan Marshall. Selon les termes de son avertissement de juillet 1947 à Vincent Auriol (président de la République française), le Plan permet de conserver le « caractère national » aux charges de modernisation financées par la contre-valeur en francs des dollars Marshall. »*

(conclusion du Chapitre XXIX, p. 1062).

Poussé par le président Truman dont il est le Secrétaire d'État, le général Marshall prononce le 5 juin 1947, à la cérémonie de remise des diplômes de Harvard, le discours qui imprimera son nom à l'aide américaine de l'*European Recovery Program* (ERP). Le Plan Marshall répond au besoin pressant de reconstruction des économies détruites d'Europe et de modernisation de leur équipement.

Mais il répond aussi à la volonté américaine de faire échec à l'influence soviétique et communiste en Europe. À ce titre, il peut être considéré comme une des prémices de la Guerre froide. À la conférence réunissant le Royaume-Uni, l'URSS et la France, organisée par la France au Grand Palais à Paris le 27 juin, Viatcheslav Molotov, ministre des Affaires étrangères soviétique, réitère son refus de partager l'information économique de son pays. Selon l'URSS, le Plan Marshall n'est qu'un « déguisement habile » de l'anti-communisme de la doctrine Truman.

Cette opinion n'est pas sans fondement. En avril 1947, Georges Bidault, ministre français des Affaires étrangères, s'était entretenu avec le général Marshall des difficiles négociations de la France avec la Banque mondiale pour un crédit de 500 millions de dollars. Or, observe M. Margairaz, les difficultés s'étaient soudain résolues le 9 mai 1947, cinq jours après la révocation des ministres communistes par le gouvernement Ramadier. De même, le 2 avril 1948, l'ERP sera voté à la Chambre des représentants américaine quelques jours avant l'élection parlementaire italienne, facilitant la victoire de la démocratie chrétienne sur la coalition des partis socialiste et communiste italiens.

Pour Jean Monnet, le Plan Marshall contribuera à maintenir ouverte en France « la plaie de la séparation avec l'URSS ». Jean Monnet cherchera constamment à anticiper les demandes américaines pour éviter qu'elles n'apparaissent comme des ingérences. L'appropriation, on le voit, a donc constitué une condition critique de la mise en œuvre de l'aide à la France dans les années d'après-guerre.

... /

## Note de lecture (suite)

/...

Le deuxième aspect d'intérêt particulier souligné par cet ouvrage est celui des modalités de la mise en œuvre du Plan Marshall, alors que la différence de pouvoir entre bailleurs et bénéficiaires fut une des questions abordées en 2007 à l'occasion de la préparation du forum d'Accra. À cette occasion, le Plan Marshall et ses modalités furent cités comme susceptibles d'inspirer la manière de surmonter les inégalités dans le dialogue.

Le 12 juillet 1947, à peine cinq semaines après le discours de George Marshall à Harvard, la création du Comité de coopération économique européenne est décidée au Grand Palais à Paris.<sup>(4)</sup> En avril 1948, ce Comité deviendra l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, et plus tard l'OCDE). L'ouvrage de M. Margairaz ne s'attarde pas sur l'effet des échanges d'information et des examens « par les pairs », qui ont constitué la méthode de travail de cette Organisation et qui continuent à caractériser les travaux de l'OCDE. En revanche, il souligne la relation entre cette activité et la conception de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui conduira à la Communauté économique européenne et, à terme, à l'Union européenne. Cette histoire de développement d'institutions supra-nationales à partir de travaux et de pratiques conjoints n'est pas sans intérêt dans le débat actuel sur l'efficacité de l'aide.

Un dernier aspect intéressant est celui de l'approche planifiée du développement, née, comme le rappellent certains analystes<sup>(5)</sup>, du traumatisme de la Dépression des années 1930 et de la menace perçue dans les pays occidentaux de la puissance soviétique d'après-guerre. L'ouvrage de M. Margairaz rappelle ce qu'il en fut en France.

Le Plan français d'après-guerre est né des réflexions du Commissariat aux finances à Alger en 1943 et 1944, sous l'impulsion notamment de Pierre Mendès-France. Proche du gouvernement Roosevelt, Jean Monnet n'était pas éloigné des activités de ce Commissariat. Or, on sait que le New Deal du président Roosevelt avant la guerre n'avait pas écarté les mesures d'intervention planifiées. En France dans les années 1930, avant l'avènement du gouvernement de Front Populaire (1936), un mouvement « planiste » s'était développé à la SFIO, dans d'autres partis socialistes européens et dans les milieux syndicaux. La tendance planificatrice d'après-guerre, dont les origines étaient donc liées à la lutte contre le chômage avant-guerre, devait constituer, dans le contexte de pénurie qui prévalait après 1945, un instrument de stabilisation des prix.

(4) Seize pays ont participé à la conférence de Paris : Belgique, Danemark, États-Unis, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, et Turquie. Huit pays ont décliné l'invitation : Albanie, Bulgarie, Finlande, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

(5) Easterly W. (2001), *The Elusive Quest for Growth*, chapitre 2, MIT Press, Cambridge.

Directeur de la publication : Jean-Michel Severino / Directeur de la rédaction : Pierre Jacquet /

Rédacteurs en chef : Jean-Raphaël Chaponnière et Véronique Sauvat

Diffusion et Abonnements : [lettrec@afd.fr](mailto:lettrec@afd.fr)

Une publication du Groupe Agence Française de Développement : [www.afd.fr](http://www.afd.fr)

5, rue Roland Barthes - 75598 Paris cedex 12 / Tél. : 01 53 44 31 31 / Fax : 01 44 87 99 99

ISSN 1763-9123